



STANISLAS ET L'AFFAIRE OUDÉA-CASTÉRA

Amélie Oudéa-Castéra : une ministre empêchée

À quelques jours d'un nouveau remaniement, la ministre de l'éducation nationale et des sports tente de sauver sa place. Elle fait comme si de rien n'était et enchaîne les déplacements, dans une ambiance parfois irréaliste. Les critiques pleuvent pourtant dans son propre camp, jusqu'à Matignon et à l'Élysée.

Mathilde Goanec, Mathilde Mathieu, David Perrotin, Ilyes Ramdani et Antton Rouget -

28 janvier 2024 à 11h13

« Jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien... » Comme dans *La Haine*, Amélie Oudéa-Castéra tente de se rassurer. « L'important, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage », dit le personnage du film. Dans le tourbillon des polémiques depuis sa promotion à l'Éducation nationale, à la jeunesse et aux sports, la ministre a vu son départ réclamé par une partie du camp présidentiel, souhaité jusqu'à Matignon.

« Très affectée », selon un de ses proches, elle a tenté ces derniers jours de reprendre pied en multipliant déplacements et apparitions, aidée par la colère des agriculteurs et agricultrices, qui a capté l'attention des chaînes d'information et l'attention des oppositions. Récit d'une semaine où « AOC » s'est évertuée à démontrer, contre l'évidence, qu'elle n'était pas empêchée d'exercer ses missions relatives à l'éducation.

• Lundi : la tétanie

Les révélations de Mediapart sur le contournement de Parcoursup dont son fils a bénéficié à Stanislas affolent la majorité. Après l'outrage aux enseignant·es, l'affront aux familles – celles qui se plient aux règles et croient à l'égalité des chances. Mais que dire ? Amélie Oudéa-Castéra n'a rien à démentir factuellement et ne peut contester le terme de « contournement » formulé par sa

propre inspection. Alors la ministre reprend ses rencontres avec les syndicats, son chemin de croix, et se terre, rue de Grenelle, une grosse partie de la journée. Aucune télé, pas un déplacement « éduc » à l'agenda.

D'autant qu'il faut gérer un autre front : le rapport d'enquête parlementaire sur les dérives des fédérations sportives, dont *Le Monde* publie des extraits dans la matinée. Le salaire d'Oudéa-Castéra quand elle pilotait la « Fédé » de tennis est épinglé (500 000 euros brut annuels), ainsi que ses défaillances en matière d'éthique comme ministre des sports. C'est avec ce nouveau boulet qu'elle se risque aux vœux de la Métropole du Grand Paris, où discourt le gratin des Jeux olympiques sur le thème de « l'unité ». Sait-elle que l'unité du gouvernement, à son sujet, n'existe plus ?

• Mardi : Macron coupe le son

À 10 heures, la ministre refait surface dans la Marne, pour une visite surprise et « hors presse » dans un collège, sans micro ni caméra. Son agenda officiel annonçait un « déplacement en région (précisions à venir) », précisions qui ne sont jamais venues. À Paris, dans la boucle WhatsApp des journalistes « éducation », un confrère grince : « Va falloir qu'on se transforme en paparazzis ? » Soucieuse de se tenir à distance des sujets liés à « l'affaire Stanislas », la ministre parle écrans et instruction civique.

Quand l'heure des questions au gouvernement arrive à l'Assemblée nationale et qu'un député insoumis la rebaptise « ministre de l'école privée », elle n'est pas là. Six jours déjà qu'elle n'a pas répondu, publiquement, à la moindre question sur l'école. En l'occurrence, la ministre a un mot d'excuse : elle est à l'Institut national du sport et de la performance (Insep) avec le chef de l'État.

Emmanuel Macron y adresse ses vœux au monde du sport. Amélie Oudéa-Castéra connaît bien les lieux, qu'elle a souvent visités, comme ministre des sports, depuis 2020. Mais l'ancienne joueuse de tennis brille par sa discrétion et le chef de l'État évite soigneusement de la mentionner dans son discours. Même le réalisateur évite les plans de coupe, pourtant classiques, sur la

ministre en charge. La veille, l'Élysée a refusé, lors d'un brief avec la presse, de répondre à la moindre question la concernant.

• **Mercredi : « Jugez-moi sur mon action ! »**

À la sortie du conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement est contrainte de réagir aux révélations de Mediapart sur le fait que les fils d'Amélie Oudéa-Castéra ont fait leur collège en classes non mixtes. Alors que la ministre a refusé la veille de nous répondre (« *Votre demande va trop loin* »), elle a transmis un élément de langage à sa collègue Prisca Thévenot : ce sont ses enfants qui ont choisi, pas elle. « *Est-ce qu'elle aurait dû s'y opposer ?, se demande tout haut sa collègue. Je ne sais pas.* » On a connu meilleure avocate.

À l'Élysée, l'entourage d'Emmanuel Macron croit rêver. « *Mais qu'est-ce que c'est que ce truc ?* », réagit un conseiller. Cette défense de la ministre n'a pas été validée par les communicants du Palais, qui peinent de plus en plus à cacher leur exaspération. À Matignon, le ton n'est pas plus clément. Les péripéties de « l'affaire » touchant la nouvelle ministre de l'éducation commencent sérieusement à lasser Gabriel Attal et ses proches.

Amélie Oudéa-Castéra, elle, opte pour une nouvelle stratégie : foncer plutôt que s'effacer. Elle veut convaincre les têtes de l'exécutif (sinon l'opinion) que « l'affaire » ne la paralyse en rien. Vieux réflexe de joueuse de tennis, glisse un de ses proches : plutôt que de subir en fond de court, il faut monter au filet. Et tenter de contre-attaquer sur les sujets qui l'ont mise en difficulté : le privé, la mixité sociale et l'égalité filles-garçons.

À 17 heures, à l'Assemblée nationale, la voilà donc qui introduit un colloque intitulé « *De l'empathie à la mixité sociale : apprendre l'altérité à l'école* ». Opération kamikaze ou prise de judo ? Aucune place n'est disponible pour des journalistes et la salle en sous-sol est interdite aux caméras. L'intervention étant accessible en visio avec un mot de passe, Mediapart regarde la ministre vanter les cours d'empathie et les méthodes pédagogiques « *qui redonnent leur place à l'altérité* », à « *toutes les différences* ». « *On parle beaucoup de tutoiement, de vouvoiement ; j'aimerais qu'on arrive à*

adopter [le] nouvoisement ». Le décalage entre son discours et les dérives constatées dans l'établissement de ses enfants (endogamie sociale, autoritarisme, sexisme et homophobie) est saisissant (*voir les extraits ci-dessous et l'échange avec Mediapart*).

Boycottée par des élus de la majorité

À 20 heures, la ministre organise une « *réception* » pour montrer sa « *combativité* » et dispenser ses éléments de langage tout frais aux parlementaires qu'elle a invités – tous ceux et celles des commissions chargées de l'éducation. Mais pas mal manquent à l'appel : une épidémie de « *contraintes personnelles* ». Sous couvert d'anonymat, un parlementaire confie : « *Je n'irai à aucune réunion de travail avec la ministre car je me sens insulté par ses mensonges.* » « *J'ai boycotté* », confie un autre.

Sans courant derrière elle, ni antériorité sur les sujets éducatifs, Amélie Oudéa-Castéra a peu d'appuis au sein de Renaissance. Le député du parti Christophe Marion, bon connaisseur du ministère, explique son absence en des termes guère encourageants : « *Je n'ai pas souhaité m'y rendre et j'ai préféré prendre un verre avec Olivier Dussopt à l'occasion de la nouvelle année et pour lui apporter mon soutien après l'appel du Parquet national financier.* » D'autres, qui ont fait le déplacement, nous rappellent tout de même pour raconter « *une ministre qui se bat* ».

Mais questionnée sur la probabilité qu'Amélie Oudéa-Castéra reste en poste, Fabienne Colboc (Renaissance) botte plutôt en touche : « *Je fais confiance au premier ministre, qui connaît bien le terrain, et à sa décision.* » « *Pour moi, rester est difficilement admissible, lâche un absent. Mais je ne suis pas sûr que ce soit un avis partagé par tout le monde. Et plus les articles vont sortir, plus certains vont dénoncer un acharnement.* » Une autre élue insiste : « *C'est un peu délicat, il faut aussi rester humain...* » La crise du monde agricole, en plus, lui offre un répit médiatique.

Devant cette poignée d'élus, le pari d'Amélie Oudéa-Castéra transparait : parce qu'elle ne peut être soupçonnée d'hostilité, elle serait bien placée pour faire bouger l'enseignement catholique sur la mixité sociale. Présent à la réception, le député Christopher Weissberg

(Renaissance), corapporteur d'une mission d'information sur le financement du privé, lui tend la main : « Je l'ai trouvée prête à traiter du sujet. Le privé ne doit pas devenir un moyen de s'exempter de la mixité sociale. Et il y a des vrais enjeux sur le contrôle des financements publics : les histoires des établissements Averroès et Stanislas ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt. »

La ministre le recevra d'ailleurs le 31 janvier. « Je ne suis pas un béni-oui-oui, prévient le parlementaire. Je verrai si ça répond. » Amélie Oudéa-Castéra, elle, tient son nouveau mantra : « Jugez-moi sur mon action ! » Même si, pour l'heure, il n'y en a pas.

• Jeudi : sur l'égalité filles-garçons, « c'est une plaisanterie ! »

Pour la journée contre le sexisme, Oudéa-Castéra s'invite au collège Rodin (à Paris), où l'équipe organise des ateliers contre les stéréotypes de genre en présence de la ministre déléguée Aurore Bergé, à l'invitation du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE). Non seulement la presse n'est pas informée de ce surgissement, mais les enseignantes et enseignants sont mis devant le fait accompli. Mediapart est tout de même sur place, quand « AOC » ouvre le bal dans le petit amphithéâtre et se met à rêver d'une école « lieu de l'apprentissage de l'altérité et du partage », seul moyen d'en finir avec « les violences sexistes ».

« C'est une plaisanterie ! », lance la chanteuse Lio, conviée par le HCE. « C'est quand même faire preuve d'un culot insensé ou d'une inconscience folle. Ou alors c'est du masochisme ! », confie la journaliste Giulia Foïs, invitée elle aussi à intervenir. Avec Lio, elles se marrent dans les gradins, au milieu des collégien·nes. « C'est l'arme du désespoir, ajoute l'artiste. Le décalage est trop grand. Je suis sans doute encore naïve, mais pour moi la politique, c'est une éthique, on doit faire ce que l'on dit de faire aux gens. »

Les enseignantes et enseignants, eux, ont la mine grave. « Si on avait su qu'elle venait, on aurait réfléchi à un comité d'accueil. » D'autant que Rodin est un établissement pilote, labellisé pour ses efforts dans la lutte contre le sexisme et l'homophobie. « La ministre vient parler aux enfants de l'école publique de l'égalité

filles-garçons, des vertus de la mixité, alors qu'elle a fait le choix inverse pour ses fils, dans un établissement où il est toléré de dire que l'IVG est un crime et qu'une fille doit pardonner à son violeur !, s'insurge une professeure. En plus, elle nous prend pour des idiots. »

Amélie Oudéa-Castéra n'est pas mise à l'épreuve bien longtemps : moins de dix minutes après son discours, elle s'éclipse. Dommage : elle rate Giulia Foïs parlant des violences conjugales et Lio dévoilant ses jambes poilues aux élèves.

« C'est comme s'il n'y avait plus de ministre de l'éducation nationale. »

Un député en vue de la majorité

C'est que la ministre réunit tous les recteurs à 10 heures. Dans son discours, elle ne dit rien de son actualité mais ose « un mot sur l'éducation à la sexualité et la vie affective » : « Les trois séances par an [...] ne sont pas assurées de façon égale. [...] Je m'assurerai d'une mise en œuvre [...] scrupuleuse de ces obligations. » N'a-t-elle donc rien vu à Stanislas qu'il lui ait donné quelques scrupules ? Les auteurs du rapport d'inspection accablant pour l'établissement, eux, sont tombés de leur chaise : « Le parti pris de certains professeurs de SVT de ne pas parler des infections sexuellement transmissibles, les propos tenus lors des conférences d'éducation à la sexualité sur les dangers de la contraception chimique, et les dérives relevées en catéchèse sont susceptibles pour la mission de porter atteinte à la santé des élèves. »

En fin d'après-midi, lors d'un discret déplacement sur le sexisme dans le Loiret, plus « sécurisé » qu'à Rodin, elle n'échappe pas à la question sur les classes non mixtes de ses fils. Face aux confrères locaux, elle use de sa nouvelle parade : « Jugez-moi sur mon action. » Mais sur le fond, toujours pas de réponse.

À ce stade de la semaine, les soupirs se font de plus en plus sonores dans la majorité. « Franchement, elle est cramée sur les sujets d'éducation, assène un député en vue. Tout le monde attend qu'elle soit débranchée. Là, c'est comme s'il n'y avait plus de ministre de l'éducation nationale. » D'après Le Monde, toutes les réunions prévues sur l'un des principaux chantiers du mois de janvier, l'attractivité du métier d'enseignant·e, ont été reportées sine die.

Mais bien que la pression monte, Amélie Oudéa-Castéra fait savoir à celles et ceux qu'elle croise : « *Je ne démissionnerai pas.* » Sa réputation de sportive de haut niveau la précède. « *C'est une vraie battante, elle ne partira pas d'elle-même* », explique un proche. Tandis qu'un député soupire : « *Elle est très, très orgueilleuse.* »

• **Vendredi : avec l'enseignement catholique**

À 17 heures, le secrétaire général de l'enseignement catholique entre dans son bureau. En tout cas, si l'on en croit l'agenda de la ministre... Au contraire des autres rendez-vous du jour, cette rencontre n'apparaît pas sur son compte X (anciennement Twitter). Pas d'image, pas de son non plus. « *Je ne communique pas* », nous déclare Philippe Delorme, le lendemain. Sollicité pour connaître le contenu de l'échange, voire les pistes de réforme envisagées en faveur de la mixité, le cabinet de la ministre n'en dit pas plus.

Sur Stanislas, la ministre n'est pas censée avoir annoncé quoi que ce soit au patron de l'enseignement catholique, puisqu'elle doit se déporter. Et ce n'est pas sa seule obligation pour éviter les conflits d'intérêts. Un décret paru cette semaine est venu allonger la liste des sujets dont elle ne doit pas se mêler : les dossiers en lien avec la Fédération française de tennis, les sociétés AXA, Carrefour, Capgemini, Sportbudiz, pour lesquelles elle a travaillé avant de rejoindre le gouvernement en 2022. Mais aussi la Société générale, dont son mari Frédéric

Oudéa était le patron jusqu'en mai 2023. Et Sanofi, dont M. Oudéa vient de prendre la tête. Le groupe pharmaceutique est pourtant un des partenaires « *Premium* » des Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Dure semaine.

• **Samedi : des cadres du monde sportif à la rescousse**

La technique figure en bonne place dans les manuels de communication de crise. Une ministre en galère, une tribune dans la presse. L'affaire Oudéa-Castéra ne déroge pas à cette vieille règle. Dans *La Tribune*, une cinquantaine de « *dirigeants de fédérations sportives* » tentent de convaincre la « *communauté éducative* » que la ministre est « *toujours pleine d'attention et de respect* » et conseille à ses contempteurs de « *prendre le temps de la découvrir* ».

L'opération raconte plutôt le manque de soutiens dont bénéficie désormais Amélie Oudéa-Castéra, y compris dans le monde du sport dont elle vient. À défaut d'avoir recueilli des signatures de visages connus ou de sportifs de haut niveau, la tribune rassemble des présidents de fédération et des directeurs techniques nationaux. Ces derniers sont fonctionnaires d'État, nommés et payés par... le ministère des sports. Un tout petit monde et un hommage vibrant au devoir de réserve.

Mathilde Goanec, Mathilde Mathieu, David Perrotin, Ilyes Ramdani
et **Antton Rouget**